LA TRANSACTION PENALE EN MATIERE ECONOMIQUE OU L'EXTENSION DES MODES ALTERNATIFS DE REGLEMENT DES LITIGES A LA SPHERE PENALE.

NAAR Fatiha
Assistante classe A
Faculté de Droit
Université M. Mammeri de Tizi-Ouzou

Introduction

La transaction pénale en matière économique ne peut être analysée avec rigueur que si un tel procédé est replacé dans son contexte global, marqué par un vaste mouvement de dépénalisation du droit des affaires qui a vu le jour dans les pays occidentaux avant de s'étendre à la plupart des pays sous l'effet de la mondialisation des échanges. La notion de dépénalisation n'a pas un sens univoque en ce sens qu'elle comporte une double signification.

La première forme de dépénalisation consiste en une « désincrimination » de faits jusque-là punis par la loi. Il s'agit, dans un premier cas de figure, de supprimer purement et simplement une incrimination devenue inutile, ce qui se traduit par la suppression de l'obligation sanctionnée pour la qualification supprimée : il y a alors « dépénalisation sèche »[1]. Dans une seconde situation, il s'agit pour le législateur de substituer à la sanction pénale d'autres instruments soit préventifs, soit répressifs mais d'une autre dimension. A titre d'exemple, on peut citer les sanctions civiles, administratives ou disciplinaires dont l'application peut parfois être mise en œuvre de manière combinée.

[1] COULON Jean-Marie, « La dépénalisation de la vie des affaires», Rapport au Garde des Sceaux, ministre de la Justice, Collection des rapports officiels, Paris, janvier 2008, p. 20.

Ici, le droit de la concurrence offre un bon exemple du procédé de la substitution. En vertu de la loi de 1989 relative aux prix, la répression des atteintes au principe de libre concurrence relevait de la compétence du juge statuant en matière pénale[2]. A l'occasion de la promulgation du nouveau dispositif juridique relatif à la concurrence en 1995[3] puis de la refonte de la législation en 2003, 2008 et 2010[4], le juge répressif a été purement et simplement dépossédé de telles compétences qui ont été transférées au Conseil de la concurrence. Ce dernier se substitue ainsi au juge répressif dans la mesure où il est doté d'un pouvoir de sanction qu'il met en œuvre en dehors de toute intervention du juge. Dans une telle situation, il exerce des pouvoirs de type juridictionnel qui relèvent de la compétence du juge et qui se résument essentiellement en des injonctions et des sanctions[5].

Etant qualifié de manière expresse d'« autorité administrative autonome » par le législateur, il ne peut prononcer de sanctions pénales. Les amendes prononcées par le juge pénal deviennent ainsi des sanctions administratives lorsqu'elles sont prononcées par le Conseil de la concurrence. En outre, l'ordonnance relative à la concurrence comporte des sanctions civiles à l'encontre des entreprises auteurs de pratiques restrictives de concurrence : l'article 13 de l'ordonnance de 2003 modifiée et complétée dispose que «Sans préjudice des dispositions des articles 8 et 9 de la présente ordonnance, est nul tout engagement, convention ou clause contractuelle se rapportant à l'une des pratiques prohibées par les articles 6, 7, 10, 11 et 12 ci-dessus »[6]. Ainsi, au lieu que les

---

[2] Loi n° 89-12 du 5 juillet 1989 relative aux prix, *JORA* n° 29 du 19 juillet 1989.

[3] Ordonnance n° 95-06 du 25 janvier 1995 relative à la concurrence, *JORA* n° 09 du 22 février 1995.

[4] Ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003 relative à la concurrence, *JORA* n° 43 du 20 juillet 2003, modifiée et complétée par loi n° 08-12 du 25 juin 2008, *JORA* n° 36 du 2 juillet 2008, modifiée et complétée par loi n° 10-05 du 15 août 2010, *JORA* n° 46 du 18 août 2010.

[5] Voir ZOUAÏMIA Rachid, « Le conseil de la concurrence et la régulation des marchés », *Revue Idara*, n° 36, 2008, pp. 7-45.

[6] Sont visées par les articles cités, les ententes illicites, les abus de position dominante ou monopolistique sur un marché ou un segment de marché, les pratiques ayant pour objet de conférer à une entreprise une exclusivité dans l'exercice d'une activité, l'exploitation abusive, par une entreprise, de l'état de

engagements en question relèvent du juge pénal, le législateur préfère la sanction civile de la nullité qui paraît mieux correspondre au domaine économique et financier.

On retrouve les sanctions disciplinaires dans le domaine financier qui regroupe le secteur bancaire, la bourse et les assurances où le législateur a institué des autorités de régulation chargées de superviser les activités placées sous leur contrôle. Ici, la sanction disciplinaire est prononcée par l'autorité de régulation :

- la commission bancaire pour les banques et établissements financiers[7], puis, à partir de l'année 2007, sa compétence a été étendue à une nouvelle forme d'institutions financières : les coopératives d'épargne et de crédit[8] ;

- la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse[9] pour un ensemble d'opérateurs dans le secteur tels les intermédiaires en opérations de bourse, les organismes de placement collectif en valeurs mobilières[10], les sociétés de capital investissement[11] ;

---

dépendance dans lequel se trouve à son égard une entreprise, client ou fournisseur, les offres de prix ou pratiques de prix de vente aux consommateurs abusivement bas par rapport aux coûts de production, de transformation et de commercialisation.

[7] Ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, *JORA* n° 52 du 27 août 2003, modifiée et complétée par ordonnance n° 09-01 du 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, *JORA* n° 44 du 26 juillet 2009 ; modifiée et complétée par ordonnance n° 10-04 du 26 août 2010, *JORA* n° 50 du 1er septembre 2010.

[8] Loi n° 07-01 du 27 février 2007 relative aux coopératives d'épargne et de crédit, *JORA* n° 15 du 28 février 2007.

[9] Décret législatif n° 93-10 du 23 mai 1993 relatif à la bourse des valeurs mobilières, *JORA* n° 34 du 23-05-1993, modifié et complété par ordonnance n° 96-10 du 10 janvier 1996, *JORA* n° 03 du 14-01-1996 et loi n° 03-04 du 17 février 2003, *JORA* n° 11 du 19 février 2003 (rectificatif au *JORA* n° 32 du 7 mai 2003).

[10] Ordonnance n° 96-08 du 10 janvier 1996 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières (O.P.C.V.M) : (S.I.C.A.V.) et (F.C.P), *JORA* n° 03 du 14 janvier 1996.

[11] Loi n° 06-11 du 24 juin 2006 relative à la société de capital investissement, *JORA* n° 42 du 25 juin 2006.

- la commission de supervision des assurances pour les sociétés d'assurances, sociétés d'assurance et/ou de réassurance, succursales d'assurance étrangères, sociétés de courtage d'assurance[12].

La sanction disciplinaire remplace la sanction pénale en ce qu'elle est mieux adaptée à l'activité des entreprises concernées par rapport à la sanction pénale[13]. On y retrouve, à côté des sanctions pécuniaires, l'avertissement, le blâme, la suspension temporaire de l'un ou de plusieurs des dirigeants avec ou sans nomination du administrateur provisoire, la cessation des fonctions de l'un ou de plusieurs des dirigeants des établissements en cause avec ou sans nomination d'administrateur provisoire, la limitation dans l'exercice de l'activité, le retrait d'agrément.

Au même titre que les autres formes, la transaction peut être considérée comme l'une des manifestations de la politique de dépénalisation du droit des affaires dans la mesure où le législateur octroie la compétence au profit d'une autorité administrative de prononcer une sanction à l'encontre d'un opérateur économique qui a commis une infraction et ce, en dehors de toute intervention du juge pénal. Ici, et au même titre que pour les autres procédés de dépénalisation, on assiste en effet à une mise à l'écart du juge statuant en matière pénale au profit de l'administration qui se substitue à l'autorité judiciaire.

La transaction pénale a connu un développement tout-à-fait remarquable durant la dernière décennie dans les pays occidentaux. De tels choix du législateur sont à mettre en relation avec

[12] Ordonnance n° 95-07 du 25 janvier 1995 relative aux assurances, *JORA* n° 13 du 08-03-1995, modifiée et complétée par loi n° 06-04 du 20 février 2006, *JORA* n° 15 du 12 mars 2006 (rectificatif au *JORA* n° 27 du 26 avril 2006), modifiée et complétée par ordonnance n° 10-01 du 26 août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, *JORA* n° 49 du 29 août 2010.

[13] *Voir ZOUAÏMIA Rachid, Les autorités de régulation indépendantes dans le secteur financier en Algérie, Editions Houma, Alger, 2005 ; ZOUAÏMIA Rachid, Droit de la responsabilité disciplinaire des agents économiques : l'exemple du secteur financier, OPU, Alger, 2010.*

l'évolution parallèle des modes alternatifs de règlement des conflits qui sont adoptés dans toutes les autres matières. Il est donc utile de donner un bref aperçu sur ces modes alternatifs avant de se pencher sur la question de la transaction en matière pénale.

I – Les modes alternatifs de règlement des litiges dans les matières autres que pénale

A – L'état des lieux en droit français

Les mutations des sociétés modernes ont joué un rôle fondamental dans la multiplication des litiges de toutes sortes au point où les juridictions étatiques sont devenues submergées par une multitude de contentieux. La première conséquence de cet état de fait a été l'engorgement des tribunaux qui ne pouvaient raisonnablement faire face à une telle multiplication des affaires qui leur étaient soumises dans différentes matières : en matière sociale, commerciale, administrative, fiscale. A cela sont venus se greffer de nouveaux types de litiges comme en matière de concurrence, dans le domaine boursier, bancaire, en matière de propriété industrielle ou encore toute la panoplie des litiges liés à l'usage d'internet.

Face au développement fulgurant du contentieux, diverses solutions de substitution à la justice étatique ont été mises en œuvre. Toutefois, il ne s'agit pas véritablement de nouvelles alternatives à la justice étatique dans la mesure où certaines d'entre elles existaient depuis des siècles. Il s'agit beaucoup plus d'une redécouverte de modes anciens de règlement à l'amiable qu'utilisaient traditionnellement les sages qui rendaient la justice au sein des communautés et assumaient un rôle pacificateur. De plus, ces modes de règlement des conflits ne sont pas considérés comme alternatifs dans certains pays asiatiques à l'image de la Chine ou du Japon : ils sont considérés comme des modes normaux.

En réalité, il s'agit plus de mise à jour d'anciens procédés que de création de nouveaux instruments de règlement non contraignants des litiges. Toutes les nouvelles formules ont en

commun d'être fondées sur la recherche d'un accord entre les parties.

Ces alternatives à la justice étatique se sont développées essentiellement aux Etats-Unis au courant des années 1970 sous l'appellation de « alternative dispute résolutions », soit modes alternatifs de règlement des litiges ou différends[14].

Aux Etats-Unis, le recours aux modes alternatifs à la justice étatique s'explique à l'origine par les honoraires extrêmement élevés de la corporation des avocats, la situation diffère en Grande Bretagne où un tel recours trouve sa justification dans les coûts extrêmement élevés de l'instance judiciaire.

En France, les modes alternatifs de règlement des litiges ont été introduits dans le droit interne essentiellement à partir des années 1990[15]. La doctrine les regroupe sous des appellations différentes telles que modes alternatifs de règlement des conflits, modes alternatifs de règlement des litiges, modes alternatifs de règlement des différends ou encore modes conventionnels de règlement des litiges (on retrouve ici la référence à l'accord nécessaire que les parties doivent conclure pour résoudre le litige qui les oppose). Quant au législateur français, il a choisi l'appellation de modes de résolution amiable des conflits en vertu d'une loi du 18 décembre 1998[16].

Les modes alternatifs de règlement des litiges ont connu un développement important et touchent pratiquement tous les

[14] WYYEKENS Anne, Le "community policing" aux Etats-Unis : un mode alternatif, de règlement des conflits urbains, Avril 2000, www.gip-recherche-justice.fr/

[15] MARTIN Gilles et RACINE Jean-Baptiste, « Les modes alternatifs de résolution des conflits : approche générale et spécifique », Mars 2001, www.gip-recherche-justice.fr/

[16] Loi du 18 décembre 1998 relative à la résolution amiable des conflits, www.legifrance.gouv.fr/

domaines comme ils se sont multipliés de façon phénoménale[17]. On peut citer, à titre d'exemple :

1 – La conciliation :

La conciliation est un mode de règlement des conflits par accord des parties qui fait appel à un tiers qualifié de conciliateur. La conciliation a pour objet de rallier les parties entre elles, de les amener à rapprocher leurs positions, de les conduire à trouver entre elles un point d'accord commun. Elle est essentiellement basée sur l'équité. Au plan pratique, l'accord est mis en œuvre au moyen d'un procès-verbal de conciliation cosigné par les parties ainsi que le conciliateur. C'est une procédure utilisée essentiellement, mais pas seulement, en droit social, en matière de consommation ainsi que dans les litiges du commerce international[18].

2 - La médiation :

La médiation, au même titre que la conciliation, est une procédure qui fait appel à l'interposition d'un tiers – le médiateur - en vue de concilier les parties à un litige. Le médiateur, contrairement au conciliateur, propose une solution au litige, sous forme de simples avis ou recommandations non contraignants. A l'inverse du conciliateur, le médiateur a « un rôle plus actif qui s'exprime par la recherche des éléments d'*une entente qu'il propose aux parties, sans d'ailleurs pouvoir la leur imposer* »[19]. A ce titre, il ne tranche pas le différend mais procède à la recherche d'une solution négociée par les parties. Ici, le médiateur

[17] RIVIER Marie-Claire, et ANCEL Pascal, BLANC Gérard, COTTIN Marianne, GOUT Olivier, HAUBRY Xavier, LAWSON-BODY Latékoué, POURRET Jean-Louis, SAYN Isabelle, « Les modes alternatifs de règlement des conflits, un objet nouveau dans le discours des juristes français ? », Mai 2001, www.gip-recherche-justice.fr/

[18] Voir DESDEVISES Yvon et SUAUD Charles, « Conciliateurs et conciliation », Mai 2001, www.gip-recherche-justice.fr/

[19] Voir sur la distinction entre médiation et conciliation, GUINCHARD S., MONTAGNIER G. et VARINARD A., *Institutions juridictionnelles*, Précis Dalloz, 9ème édition, Paris, 2007, pp. 55-56.

joue le rôle d'intermédiaire qui, à partir des positions des parties, va chercher à proposer une solution équitable[20].

On distingue la médiation conventionnelle, placée sous le régime de la liberté contractuelle, et la médiation institutionnelle qui fait appel à des centres de médiation. Dans les deux cas, les parties au litige décident en toute liberté de la soumission du différend à un médiateur. Dans le cas de la médiation judiciaire, introduite par une loi du 8 février 1995[21], c'est le juge de l'ordre judiciaire qui peut, de sa propre initiative, proposer un médiateur aux parties à un litige soumis à la juridiction. Il vise à favoriser le règlement amiable des litiges civils et commerciaux ou encore en matière sociale[22].

Lorsqu'un accord est trouvé entre les parties avec l'assistance du médiateur, les termes de cet accord sont consignés dans un écrit, l'accord de médiation, qui est signé par les intéressés. Ce dernier fixe dans le détail les engagements à la charge de chacune des parties qui doivent conduire au règlement du litige qui les oppose.

3 - L'arbitrage :

Contrairement à la conciliation et à la médiation, l'arbitrage est une procédure mixte, à la fois conventionnelle et juridictionnelle. « L'arbitrage consiste à faire trancher un litige par de simples particuliers, dont la sentence a néanmoins la même autorité qu'un jugement rendu en première instance par une juridiction étatique »[23]. Il s'agit d'une procédure conventionnelle en ce sens que l'arbitre tient ses pouvoirs de la volonté des parties qui, en faisant appel à des personnes privées, décident de ne pas soumettre leur litige au juge étatique. Un tel caractère conventionnel résulte de la conclusion soit d'un compromis d'arbitrage, soit d'une clause

---

[20] FAGET Jacques, « Accès au droit et à la médiation », Mai 2000, www.gip-recherche-justice.fr/

[21] Loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative, *JORF* n° 34 du 9 février 1995.

[22] MILBURN Philip, « La médiation : innovation et stabilisation des compétences », Septembre 2000, www.gip-recherche-justice.fr/

[23] GUYON Yves, *L'arbitrage*, Economica, Paris, 1995, p. 5.

compromissoire. Toutefois, la procédure est conclue par un acte de nature juridictionnelle rendu par des arbitres privés qui statuent sur le litige en tant que juges[24].

L'arbitrage, qui est devenu une procédure tout-à-fait naturelle dans les relations commerciales, a été admis peu à peu dans une multitude de domaines et notamment en matière administrative. C'est ainsi qu'au niveau de l'Union européenne, au niveau de l'Union européenne, la Commission pour l'efficacité de la justice a adopté des lignes directrices visant à améliorer la mise en œuvre de la recommandation « (2001) 9 » sur les modes alternatifs de règlement des litiges entre les autorités administratives et les personnes privées. Elle recommande aux Etats membres de l'Union à encourager les autorités administratives à proposer des modes alternatifs de règlement de litiges lorsqu'ils existent et ne s'opposent pas à la législation en vigueur[25].

4 - La transaction :

La transaction est une convention par laquelle les parties mettent fin à un litige né ou à naître en effectuant des concessions réciproques. La transaction a l'autorité de la chose jugée entre les parties pour lesquelles elle est donc obligatoire.

Au point de vue de la distinction entre l'arbitrage et la transaction, on constate que la transaction diffère de l'arbitrage par sa nature. Il s'agit d'un mode conventionnel de règlement des litiges tandis que l'arbitrage est un mode juridictionnel. En outre, la transaction a un caractère amiable alors que la procédure d'arbitrage est de nature contentieuse. Enfin, si l'arbitrage fait appel à une tierce personne pour régler le litige de manière

[24] CLAY Thomas, « Arbitrage et modes alternatifs de règlement des litiges, juin 2006 - octobre 2007 », *Recueil Dalloz* 2008, p. 180.

[25] COMMISSION EUROPÉENNE POUR L'EFFICACITÉ DE LA JUSTICE (CEPEJ), Lignes directrices visant à améliorer la mise en œuvre de la Recommandation sur les modes alternatifs de règlement des litiges entre les autorités administratives et els personnes privées, CEPEJ(2007)15, Strasbourg, le 7 décembre 2007.

autoritaire, la transaction est conclue par les parties en litige elles-mêmes.

Si à l'origine la transaction était confinée essentiellement dans les matières civiles, elle s'est développée pour toucher pratiquement toutes les matières.

La transaction en matière sociale : elle ne peut porter que sur des droits actuels. En outre, elle ne peut concerner l'imputabilité de la rupture de la relation de travail[26].

La transaction en matière administrative : à l'origine, la transaction a été limitée de manière stricte avant de connaître un début d'essor à partir des années 1990[27]. En matière fiscale, la transaction ne fait pas l'objet de négociation. Au plan de sa force juridique, la transaction a l'autorité de la chose jugée.

Dans une circulaire du 6 février 1995, le Premier ministre français devait rappeler aux organes de l'administration les avantages de la transaction tout en les incitant à recourir davantage à ce mode de résolution des litiges qui les opposent aux particuliers[28]. La circulaire mentionne que « La transaction facilite un règlement rapide des litiges :

- Le règlement des litiges par la voie contentieuse impose des délais naturellement longs, qu'aggrave encore l'engorgement des

[26] Voir sur la question de la transaction en matière sociale, BRUNET-RICHOU Sabine, *La transaction en droit social*, Thèse de Doctorat, Université de Montpellier, 1997.

[27] Voir Conseil d'Etat, « Régler autrement les conflits : conciliation, transaction, arbitrage en matière administrative », La Documentation française, Paris, 1993 ; NOURY Arnould et MARCOU Gérard, « Les alternatives au règlement par les juridictions étatiques des litiges intéressant l'administration », Mai 2001, www.gip-recherche-justice.fr/ ; DUCAROUGE Françoise, « Le juge administratif et les modes alternatifs de règlement des conflits : transaction, médiation, conciliation et arbitrage en droit public français », *Revue française de droit administratif*, n° 1, janvier-février 1996, pp. 86-95.

[28] Circulaire NOR : PRMX9500645C du 6 février 1995 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, www.localjuris.com.fr/sources/legis/

juridictions consécutif à la multiplication des recours. La transaction, en revanche, par sa souplesse et sa nature contractuelle, peut être conclue rapidement. La négociation transactionnelle peut certes exiger un temps plus ou moins long en fonction de la nature du litige et selon qu'il est nécessaire ou non de recourir à une expertise. Mais elle aboutit toujours plus vite que lorsque le conflit doit être tranché par un juge. En outre, les parties maîtrisent le déroulement de la procédure transactionnelle. Elles peuvent en particulier en prévoir assez précisément la durée et le calendrier.

- La transaction permet une gestion économe des deniers publics :

Tout en garantissant la juste application de la règle de droit, la procédure transactionnelle est économe des deniers publics dans la mesure où elle évite les frais et la durée des procédures juridictionnelles.

Le recours à la transaction évite souvent à l'administration le paiement d'intérêts de retard. Cet élément ne doit pas être sous estimé compte tenu du niveau élevé des taux d'intérêt réels et de la capitalisation qui est souvent sollicitée par les requérants. Il n'est pas rare aujourd'hui que le montant des intérêts soit supérieur à l'indemnité allouée par le juge au titre du principal.

- La transaction allège la charge de travail des juridictions :

La transaction peut contribuer à l'efficacité des procédures contentieuses. Elle peut en effet prévenir de nombreux litiges d'une même nature. Ce résultat a été obtenu en matière d'accidents de la circulation. Il peut être obtenu, par exemple, dans le secteur de la responsabilité contractuelle. La réduction du nombre de procès permet de réduire les délais de jugement.

Elle permet de traiter, sans recours au juge, les litiges où les questions de fait l'emportent sur des questions de droit, la transaction permet de ne renvoyer aux juridictions que le traitement des litiges qui posent un problème juridique sérieux ».

La transaction en matière administrative obéit aux mêmes règles que celles en matière civile dans la mesure où il est fait application des dispositions du code civil complétées par la jurisprudence concernant la nécessité de concessions réciproques. Il convient d'ajouter que la transaction administrative est entourée d'un certain nombre de conditions spéciales dans la mesure où la liberté de l'administration est limitée par les règles d'ordre public comme l'interdiction de faire des libéralités ou d'abandonner une créance[29].

S'agissant du juge compétent pour connaître des litiges pouvant naitre à l'occasion de l'exécution de la transaction, il s'agit en principe du juge ordinaire dans la mesure où l'administration se place sur le terrain du droit privé. Toutefois, lorsque la transaction est liée à l'exécution d'un contrat administratif ou intervient en matière de dommages de travaux publics, c'est la juridiction administrative qui est compétente pour statuer sur le litige[30].

B – Les procédés alternatifs de règlement des litiges en droit algérien

En Algérie, les modes alternatifs ont été d'abord introduits dans le droit interne de manière partielle : c'est ainsi que le code de procédure civile organise la procédure de l'arbitrage, notamment à la suite des amendements de 1993[31]. En matière sociale, tant l'arbitrage que la conciliation ont été codifiés dans la loi relative aux relations de travail[32] et surtout dans la loi relative à la

[29] Conseil d'Etat, « Régler autrement les conflits : conciliation, transaction, arbitrage en matière administrative », La Documentation française, Paris, 1993, p.62.

[30] Ibidem p. 61.

[31] Décret législatif n° 93-09 du 25 avril 1993 modifiant et complétant l'ordonnance n° 66-154 du 8 juin 1966 portant code de procédure civile, *JORA* n° 27 du 27 avril 1993.

[32] Loi n° 90-11 du 6 février 1990 relative aux relations de travail, *JORA* n° 17 du 25 avril 1990 (rectificatif au *JORA* n° 38 du 14 août 1991), modifiée et complétée par la loi n° 91-29 du 21 décembre 1991, *JORA* n° 68 du 25 décembre 1991, complétée par le décret législatif n° 94-03 du 11 avril 1994, *JORA* n° 20 du 13 avril 1994, modifiée et complétée par l'ordonnance n° 96-21 du 9 juillet

prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève [33]. Ce n'est qu'à l'occasion de la promulgation du code de procédure civile et administrative en 2008 que le législateur traite de manière complète des modes alternatifs de règlement des différends dans le même texte[34].

Prenant appui sur l'expérience des pays occidentaux, et notamment le droit français, le législateur consacre tout un titre du code de procédure civile et administrative aux modes alternatifs de règlement des différends [35]. On y retrouve la conciliation, la médiation et l'arbitrage.

1 - La conciliation

La conciliation est prévue d'abord dans les affaires familiales en cas de procédure de divorce. Il s'agit d'une procédure obligatoire que le législateur confie au juge. Ce dernier peut toutefois désigner des tierces personnes pour accomplit une telle mission. L'article 446 du code de procédure civile et administrative prévoit que le juge « peut désigner deux arbitres pour réconcilier les époux, conformément aux dispositions du code de la famille » et ce, lorsqu'en cours d'instance, il n'a pu établir le tort que doit assumer l'un des époux dans la procédure. Il s'agit en réalité de conciliateurs et non de véritables arbitres. Lorsqu'ils aboutissent à une solution positive, il est établi un procès-verbal de conciliation que la loi considère comme un titre exécutoire. Le magistrat

1996, *JORA* n° 43 du 10 juillet 1996, complétée par l'ordonnance n° 97-02 du 11 janvier 1997, *JORA* n° 3 du 12 janvier 1997, modifiée et complétée par l'ordonnance n° 97-03 du 11 janvier 1997, fixant la durée légale du travail, *JORA* n° 3 du 12 janvier 1997.

[33] Loi n° 90-02 du 6 février 1990 relative à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève, *JORA* n° 6 du 7 février 1990, modifiée et complétée par la loi n° 91-27 du 21 décembre 1991, *JORA* n° 68 du 25 décembre 1991, décret exécutif n° 91-272 du 10 août 1991 fixant la compétence territoriale des bureaux de conciliation, *JORA* n° 38 du 14 août 1991.

[4] Loi n° 08-09 du 25 février 2008 portant Code de procédure civile et dministrative, *JORA* n° 21 du 23 avril 2008.

[5] Voir AKROUNE Yakout, "Les modes alternatifs de règlement des différends : n phénomène en constante expansion en Algérie", *RASJEP*, n° 4, 2008, p. 32.

consacre l'accord des parties par une ordonnance qui ne peut faire l'objet d'aucun recours.

En matière sociale, il existe deux types de procédures de conciliation :

D'abord celle prévue par la législation relative à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail[36]. L'article 5 de la loi prévoit qu'en cas de différend entre les parties à la relation de travail, l'employeur et les représentants des salariés engagent une procédure de conciliation. En cas d'échec, le différend collectif est soumis à l'inspection du travail territorialement compétente qui entame une procédure de conciliation obligatoire entre les parties au différend. Lorsque la procédure aboutit à la conciliation des parties, l'inspecteur rédige un procès-verbal signé par les parties au conflit où seront consignés les accords conclus. Ces derniers deviennent exécutoires dès qu'ils sont déposés au greffe du tribunal compétent. Quant aux litiges individuels, ils sont soumis à des organes spéciaux créés au niveau des inspections de travail : les bureaux de conciliation[37].

Le deuxième type de conciliation est prévu par le code de procédure civile et administrative lorsque le litige, qui n'a pu être résolu lors de la conciliation, est porté devant la section sociale du tribunal. Dans ce cas et si le litige porte sur une question de saisie des salaires, des revenus et des rémunérations, le président du tribunal procède à une tentative de conciliation obligatoire entre les parties.

---

[36] Loi n° 90-02 du 6 février 1990 relative à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève, *JORA* n° 6 du 7 février 1990, modifiée et complétée par la loi n° 91-27 du 21 décembre 1991, *JORA* n° 68 du 25 décembre 1991.

[37] Voir loi n° 90-04 du 6 février 1990 relative au règlement des conflits individuels de travail, *JORA* n° 6 du 7 février 1990 ; modifiée et complétée par la loi n° 91-27 du 21 décembre 1991, *JORA* n° 68 du 25 décembre 1991 ; voir également décret exécutif n° 91-272 du 10 août 1991 fixant la compétence territoriale des bureaux de conciliation, *JORA* n° 38 du 14 août 1991.

Dans les autres matières, la conciliation peut être soit le fait des parties en litige, soit entreprise à l'initiative du juge tout au long de l'instance. Elle est constatée dans un procès-verbal qui est signé par les parties, le juge et le greffier. Lorsque le procès-verbal de conciliation est déposé au greffe, il constitue un titre exécutoire.

En matière de contentieux administratif, la conciliation, après avoir été obligatoire sous le règne de l'ancien code de procédure civile, devient facultative pour le juge à la suite de l'entrée en vigueur du code de procédure civile et administrative. Il peut tenter une conciliation entre les parties à tout moment de l'instance dans les affaires de plein contentieux. Lorsque celle-ci aboutit, l'article 973 du code de procédure civile et administrative prévoit que « le président de la formation de jugement dresse un procès-verbal dans lequel sont mentionnés les termes de l'accord et ordonne le règlement du litige et la clôture du dossier ; cette ordonnance n'est susceptible d'aucune voie de recours ».

- La médiation

La loi consacre la médiation judiciaire qui est obligatoirement proposée par le juge dans toutes les matières, sauf dans le cas des affaires familiales, en matière sociale et dans les affaires susceptibles de porter atteinte à l'ordre public. En cas d'accord des parties, le juge désigne un médiateur pour entendre leur point de vue et tenter de les rapprocher en vue de leur permettre de trouver une solution au litige. Le médiateur doit remplir certaines conditions fixées par la loi ainsi que la réglementation. A ce titre, la personne physique chargée de la médiation doit être désignée parmi les personnes connues pour leur probité et leur droiture. Elle doit satisfaire à un certain nombre de conditions telles que ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour infraction infamante et ne pas être déchue de ses droits civiques ; jouir de la qualification requise pour l'examen du litige qui lui est soumis ; attester de son

impartialité et de son indépendance dans l'exercice de la médiation[38].

La médiation peut être confiée à une personne physique mais également à une association. Dans ce cas, le président de cette dernière désigne un des membres de celle-ci qui exercera les fonctions de médiateur.

A l'expiration de sa mission, le médiateur informe par écrit le juge sur le résultat de la médiation et si les parties sont ou non parvenues à trouver une solution au litige qui les oppose. Dans le cas où il obtient un accord, le médiateur rédige un procès-verbal dans lequel est consignée la teneur de cet accord. Ce procès-verbal est signé par les parties et le médiateur. L'affaire revient devant le juge au jour préalablement fixé. Ce dernier consacre le procès-verbal d'accord, qui constitue un titre exécutoire, par ordonnance non susceptible de recours.

Si le code de procédure civile et administrative exclut la médiation judiciaire en matière sociale, cela s'explique en raison de la spécificité de la procédure en la matière qui est prévue par la loi du 6 février 1990 relative à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève. Celle-ci prévoit en effet que le recours à la médiation peut avoir lieu notamment en cas d'échec d'une procédure de conciliation. D'après les dispositions de la loi, « La médiation est la procédure par laquelle les parties à un différend collectif de travail s'accordent pour confier à une personne tierce appelée médiateur, qu'elles désignent d'un commun accord, la mission de leur proposer un règlement amiable de leur différend ». A l'issue de la procédure, le médiateur soumet aux parties les propositions de règlement du différend sous forme de recommandation qui est transmise à l'inspecteur du travail territorialement compétent.

[38] Décret exécutif n° 09-100 du 10 mars 2009 fixant les modalités de désignation du médiateur judiciaire, *JORA* n° 16 du 15 mars 2009 (rectificatif au *JORA* n° 26 du 3 mai 2009).

La loi prévoit une seconde procédure de médiation en cas de grève. Lorsque les négociations entre les parties échouent, la loi impose au ministre chargé du secteur, au wali et au président de l'assemblée populaire communale de désigner un médiateur qualifié chargé de soumettre aux parties des propositions de règlement du différend qui les oppose[39]. Ici, et contrairement à la situation précédente, la médiation est ainsi imposée aux parties en litige.

3 - L'arbitrage

En vertu de l'article 1006 du code de procédure civile et administrative, « Toute personne peut compromettre sur les droits dont elle a la libre disposition ». Toutefois, le législateur exclut de l'arbitrage les questions concernant l'ordre public, l'état et la capacité des personnes.

L'accord entre les parties consiste soit en une clause compromissoire soit en un compromis d'arbitrage. La clause compromissoire est définie comme « la convention par laquelle les parties à un contrat ayant trait à des droits disponibles (...) s'engagent à soumettre à l'arbitrage les litiges qui pourraient naître relativement à ce contrat »[40]. Quant au compromis, il s'agit de la convention par laquelle les parties à un litige né soumettent celui-ci à l'arbitrage.

En vertu de l'article 1017 du code de procédure civile et administrative, le tribunal arbitral est constitué d'un seul arbitre ou de plusieurs en nombre impair. Quant à la sentence arbitrale, elle a, « dès qu'elle est rendue, l'autorité de la chose jugée relativement à la contestation qu'elle tranche »[41].

---

[39] Art. 46 de la loi n° 90-04 du 6 février 1990 relative au règlement des conflits individuels de travail, modifiée et complétée par la loi n° 91-27 du 21 décembre 1991. Voir *Mini Encyclopédie de droit algérien. Notions fondamentales et doctrinales*, Editions Berti, Alger, 2009, pp. 431-433.

[40] Art. 1007 du code de procédure civile et administrative.

[41] Art. 1031 du code de procédure civile et administrative.

Les personnes morales de droit public, l'Etat, la wilaya, la commune et les établissements publics à caractère administratif, elles ne peuvent compromettre que dans leurs relations économiques internationales et en matière de marchés publics. Au plan de la procédure applicable à l'arbitrage en matière administrative, elle est soumise aux mêmes règles applicables en matière d'arbitrage commercial ordinaire.

L'arbitrage a été prévu par la loi relative à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève. Celle-ci prévoit d'abord que les parties peuvent convenir de soumettre leur différend à l'arbitrage : dans ce cas de figure, la loi renvoie au code de procédure civile[42]. La loi ajoute simplement que le tribunal arbitral est tenu de rendre sa sentence dans un délai de trente (30) jours qui suivent sa désignation et que la sentence arbitrale est exécutoire et s'impose aux parties.

La loi prévoit également des dispositions qui instituent un arbitrage spécifique et institutionnel. Dans le cas d'une grève persistante après échec de la médiation imposée, le ministre, le wali ou le président de l'assemblée populaire communale sont en mesure de déférer le conflit devant la commission nationale d'arbitrage et ce, lorsque les nécessités économiques et sociales impérieuses l'exigent. Présidée par un magistrat de la Cour suprême, elle est composée de manière égale par des représentants de l'Etat et des représentants des travailleurs[43]. Enfin, les sentences arbitrales de la commission sont rendues exécutoires par ordonnance du premier président de la Cour suprême.

4 - La transaction :

Selon les dispositions de l'article 459 du code civil « La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une

[42] A partir de l'entrée en vigueur du code de procédure civile et administrative, ce sont les dispositions de ce dernier qui sont applicables.

[43] Voir décret exécutif n° 90-418 du 22 décembre 1990 relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement de la commission nationale d'arbitrage compétente en matière de règlement des différends collectifs de travail, *JORA* n° 1 du 2 janvier 1991.

contestation née ou préviennent une contestation à naître et ce, au moyen de concessions réciproques ». Le contrat de transaction fait l'objet des articles 459 à 466 du Code Civil qui, après avoir défini la transaction, précisent que si la liberté contractuelle fonde la transaction, elle ne s'exerce pas pour autant sans limites. C'est ainsi que le code civil précise que « Pour transiger, les parties doivent avoir la capacité de disposer, à titre onéreux, des droits faisant l'objet de la transaction »[44]. En outre, « On ne peut transiger sur les questions relatives à l'état des personnes ou à l'ordre public, mais on peut transiger sur les intérêts pécuniaires qui sont la conséquence née d'une question relative à l'état des personnes »[45].

La transaction se distingue de la conciliation dans la mesure où elle est le résultat de concessions ou de sacrifices réciproques. Toutefois, on remarque que dans la version arabe du code civil, la notion de concession porte sur les droits des deux parties, ce qui signifie, littéralement, que chacun renonce à ses droits. Or, la notion de concession signifie juridiquement non pas l'abandon d'un droit, mais simplement une partie des droits en contrepartie des concessions réciproques de l'autre partie.

Au point de vue des effets de la transaction, elle met fin aux contestations à propos desquelles elle est intervenue et comporte un effet extinctif sur les droits et prétentions auxquels l'une ou l'autre des parties a définitivement renoncé. La transaction conclue met un terme au litige entre les parties et implique le rejet de tout recours juridictionnel ayant pour objet la même contestation définitivement tranchée.

Si le droit français admet la transaction en matière administrative en la soumettant à des conditions contraignantes précisées par la jurisprudence du Conseil d'Etat[46], la question

[44] Article 460 du code civil.

[45] Article 461 du code civil.

[46] Voir Conseil d'Etat, *Régler autrement les conflits : Conciliation, transaction, arbitrage en matière administrative*, La Documentation française, Paris, 1993 ; DUCAROUGE Françoise, « Le juge administratif et les modes alternatifs de règlement des conflits : transaction, médiation, conciliation et arbitrage en droit public français », *Revue française de droit administratif*, n° 1, janvier-février

diffère en Algérie où l'administration répugne à recourir aux procédés de droit privé, préférant faire usage de ses prérogatives de puissance publique. Toutefois, au plan du principe et lorsqu'elle est admise, contrairement au droit français, lorsque la transaction intervient en matière administrative, c'est toujours le juge administratif qui est compétent et ce, en application du critère organique adopté par le législateur dans l'article 800 du code de procédure civile et administrative. En effet, le droit algérien ne reprend pas la règle suivant laquelle la compétence suit le fond : le juge administratif est compétent même lorsque l'administration se place sur le terrain du droit privé[47].

II - La transaction pénale : un mode alternatif aux poursuites pénales

Au même titre que dans les autres matières où le législateur ne cesse de codifier de nouveaux modes de règlement des litiges, on retrouve la même tendance en matière pénale, même si le législateur algérien reste en retrait par rapport à son homologue français en ce sens que les innovations restent assez limitées en la matière.

A - La transaction et les autres modes alternatifs en droit français

En France, l'année 1995 marque le début d'un vaste mouvement de mis en œuvre de modes alternatifs aux poursuites pénales [48]. Le législateur codifie diverses procédures telles

1996, pp. 86-95 ; NOURY Arnould et MARCOU Gérard, « Les alternatives au règlement par les juridictions étatiques des litiges intéressant l'administration », Mai 2001, www.gip-recherche-justice.fr/

[47] Voir MAHIOU Ahmed, *Institutions administratives*, OPU, Alger, 1979 ; ZOUAÏMIA Rachid et ROUAULT Marie-Christine, *Droit administratif*, Editions Berti, Alger, 2009, p. 171 ; *Mini Encyclopédie de droit algérien. Notions fondamentales et doctrinales*, Editions Berti, Alger, 2009, p. 475.

[48] Voir ETRILLARD Claire, « Les modes alternatifs de résolution des conflits en matière civile et pénale : état des lieux », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif*, n° 3, 2003, pp. 1927-1937 ; FINGERHUT Stéphanie, *Les modes alternatifs de règlement des conflits en matière pénale*, Thèse de doctorat en Droit, Paris 8, 2003.

l'injonction pénale, la médiation pénale, la composition pénale et les procédures simplifiées à coté de la transaction proprement dite.

1 - L'injonction pénale

En 1995, la Parlement adopte une loi qui codifie le dispositif de l'injonction pénale49. Il s'agit d'une procédure qui permet au procureur de proposer une ou plusieurs mesures à une personne majeure qui reconnaît avoir commis certains délits ou contraventions limitativement énumérés.

Le texte de loi sera censuré par le Conseil constitutionnel qui déclara contraire à la Constitution le dispositif de l'injonction pénale adopté par le Parlement. Dans sa décision du 2 février 1995, le Conseil a estimé que le dispositif de l'injonction pénale était contraire à la Constitution en « considérant que certaines mesures susceptibles de faire l'objet d'une injonction pénale peuvent être de nature à porter atteinte à la liberté individuelle ; que dans le cas où elles sont prononcées par un tribunal, elles constituent des sanctions pénales ; que le prononcé et l'exécution de telles mesures même avec l'accord de la personne susceptible d'être pénalement poursuivie, ne peuvent, s'agissant de la répression de délits de droit commun, intervenir à la seule diligence d'une autorité chargée de l'action publique mais requièrent la décision d'une autorité de jugement (...) »[50].

Devant une telle position du Conseil constitutionnel, le législateur abandonne le procédé de l'injonction pénale au profit de celui de la composition pénale.

2 - La médiation pénale

[49] Loi n° 95-125 du 9 février 1995 censurée par une décision du Conseil constitutionnel du 2 février 1995, www.legifrance.gouv.fr/

[50] Conseil constitutionnel, décision du 2 février 1995, www.legifrance.gouv.fr/

La médiation pénale a connu un développement certain sous la conduite des juges[51]. La médiation en matière pénale sous contrôle du parquet est reconnue par une loi du 4 janvier 1993 et constitue une réponse à la délinquance urbaine, entre le classement sans suite et le déclenchement des poursuites.

A l'occasion de la mise en œuvre de la procédure de médiation, le ministère public invite le prévenu à participer à un dialogue qui l'opposerait à sa victime afin d'éviter qu'un malentendu se prolonge quand il est possible d'y mettre fin. Son objectif est essentiellement psychologique et même si un engagement indemnitaire peut être pris par l'auteur des faits, aucune forme de concession ne ressort de cette procédure, puisqu'une extinction de l'action publique n'est même pas prévue par les textes en cas d'exécution. Il reste que dans la pratique, les poursuites sont purement et simplement abandonnées[52].

3 - La composition pénale

La composition pénale est une mesure alternative aux poursuites pénales classiques qui consiste en une transaction proposée par le procureur de la République à l'auteur des faits, consistant en une sanction acceptée par celui-ci et validée par un magistrat.

La composition pénale a été instituée par la loi française n° 99-515 du 23 juin 1999 renforçant l'efficacité de la procédure pénale[53]. Au point de vue pratique le procureur de la République, lorsqu'il choisit l'usage de la procédure de composition pénale, formule une proposition, soit directement, soit par l'entremise d'une personne habilitée, à l'automobiliste auteur de l'infraction.

---

[51] Voir CATALA Pierre et CHALLINE Jean-Philippe, « Etude quantitative et qualitative de la médiation pénale dans le ressort de la Cour d'appel de Paris », Mars 2002, www.gip-recherche-justice.fr/

[52] Voir MEHDI Amor, « Le voile sur la transaction offerte par le ministère public », www.nesdoo.com/

[53] Voir loi n° 99-515 du 23 juin 1999 renforçant l'efficacité de la procédure pénale, www.legifrance.gouv.fr/, Circulaire du 16/03/2004 relative à la politique pénale en matière de réponses alternatives aux poursuites, www.legifrance.gouv.fr/

L'automobiliste qui se trouve au centre d'une procédure de composition pénale peut soit donner son accord, soit refuser la proposition faite par le procureur. A cela, il est nécessaire d'ajouter que ladite proposition faite dans le cadre d'une composition pénale ne peut faire l'objet de négociation. Lorsque la personne concernée par les poursuites accepte la proposition, le procureur de la République saisit le président du tribunal pour validation de la composition pénale. Dans l'hypothèse où elle est validée, le juge compétent rend une ordonnance qui englobe les mesures d'exécution de la composition pénale. Dans le cas contraire, si le juge rejette la validation de la composition, le Procureur de la République retrouve « toute latitude quant aux poursuites ».

Lors des débats parlementaires sur la loi, l'insertion de la conduite sous l'influence d'un état alcoolique dans le champ d'application de la composition pénale a fait l'objet de critiques multiples. C'est ainsi que deux auteurs n'ont pas manqué de critiquer les dispositions de la loi relatives à la composition pénale en soutenant que son institution cadre mal avec la volonté des pouvoirs publics de mettre en œuvre une politique répressive d'une sévérité exemplaire en matière d'infractions à la sécurité routière[54]. La critique est essentiellement fondée sur le fait que « l'absence d'inscription au casier judiciaire de la mesure de composition pénale, mettait à néant l'application de la peine de retrait automatique du permis de conduire (...). En effet, pour celui qui se trouvait en état de récidive de cette infraction de conduite en état alcoolique, la preuve de la récidive ne peut être faite qu'à partir des mentions du casier judiciaire »[55].

Enfin, dans le domaine de la concurrence et des prix, la composition pénale a été introduite dans le code de commerce et étendue aux personnes morales. En vertu des dispositions de l'article L470-4-2 du code, il est prévu que « La composition pénale prévue à l'article 41-2 du code de procédure pénale est applicable aux personnes morales qui reconnaissent avoir commis

[4] GRUNVALD Sylvie et DANET Jean, *La composition pénale, une première évaluation*, L'Harmattan, Bibliothèque de Droit Pénal, Paris, 2004, p.21.
[5] Ibidem.

un ou plusieurs délits prévus au titre IV du présent livre pour lesquels une peine d'emprisonnement n'est pas encourue ainsi que, le cas échéant, une ou plusieurs contraventions connexes ». La proposition doit faire l'objet d'un accord de l'auteur des faits avant d'être soumise à un magistrat du siège (le président du tribunal correctionnel ou, pour les contraventions, le juge d'instance ou le juge de proximité sur délégation du président du tribunal de grande instance). Celui-ci rend une ordonnance de validation ; dans le cas contraire, la proposition devient caduque. L'exécution de la composition pénale conduit enfin à l'extinction de l'action publique

4 - Les procédures simplifiées

On distingue[56] :

- La comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité : La procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité a fait l'objet de la loi du 9 mars 2004, dite « Loi Perben II ». Elle modifie le code de procédure pénale et consacre une forme de procédure simplifiée impliquant la mise en œuvre de l'action publique suivie d'un jugement du prévenu volontaire. Une telle procédure consiste pour un délinquant ayant reconnu au préalable sa culpabilité à être jugé « sur le champ ». La comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité permet au procureur de la République, soit d'office, soit à la demande de l'intéressé ou de son avocat, pour des délits punis d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 5 ans, de proposer une ou plusieurs peines à une personne majeure qui reconnaît sa culpabilité.

- Le plaider coupable : Le plaider coupable est une procédure prévue pour les infractions mineures qui consiste à juger la personne en infraction de manière sommaire, en dehors de la présence du prévenu et de débat contradictoire. Toutefois, la loi

[56] Voir VARINARD André, DE CARBONNIERES Louis (dir.), *La résolution des conflits en matière pénale entre pacification, répression et réparation*, GIP Mission de Recherche Droit et Justice, Université de Lille, 2006. FINGERHUT Stéphanie, *Les modes alternatifs de règlement des conflits en matière pénale*, op. cit.

permet à l'intéressé pour contester le bien-fondé des faits qui lui sont reprochés. L'action publique est mise en mouvement et « le juge statue sans débat préalable par une ordonnance pénale portant, soir relaxe, soit condamnation à une amende ».

5 - La transaction

La transaction en matière pénale intervient entre le prévenu et le ministère public. En principe, la transaction n'est pas permise en matière pénale. Le principe de droit commun consiste à interdire la transaction lorsqu'il y a infraction pénale. Toutefois, elle est autorisée en pratique par des lois spéciales qui couvrent les matières fiscale et douanière ou encore dans des domaines aussi variés que la pêche, la chasse, la navigation aérienne, la circulation routière, l'environnement.

A titre d'exemple, dans le domaine de l'environnement, et spécialement à propos des infractions en matière de police de l'eau et de police de la pêche en eau douce, l'autorité administrative peut, avant la mise en mouvement de l'action publique, recourir à la transaction qui porte sur la poursuite de certaines contraventions et délits[57]. L'administration formule une proposition de transaction en fonction des circonstances de l'infraction, de la personnalité de son auteur ainsi que de ses ressources et de ses charges. Elle doit préciser le montant de l'amende transactionnelle que l'auteur de l'infraction devra payer ainsi que, le cas échéant, les obligations qui lui seront imposées, tendant à faire cesser l'infraction, à éviter son renouvellement ou à réparer le dommage. Elle fixe également les délais impartis pour le paiement et, s'il y a lieu, l'exécution des obligations.

L'acte par lequel le procureur de la République donne son accord à la proposition de transaction interrompt la prescription de l'action publique. Celle-ci ne s'éteint toutefois que lorsque l'auteur de l'infraction exécute les obligations à sa charge et ce, dans les délais impartis.

[57] Décret n° 2007-598 du 24 avril 2007 relatif à la transaction pénale en matière de police de l'eau et de police de la pêche en eau douce, *JORF* du 26 avril 2007.

Selon une étude du Conseil d'Etat français, « les transactions en matière pénale proprement dite sont des transactions assez particulières. Il n'en demeure pas moins qu'elles sont des accords amiables mettant fin à un litige et qu'elles comportent des concessions réciproques, le règlement d'une certaine somme d'argent se traduisant par l'abandon des poursuites judiciaires »[58].

S'agissant des avantages de la transaction par rapport à la saisine du juge pénal, la transaction présente « l'avantage de la rapidité et de la confidentialité »[59]. C'est ce qui ressort d'un texte ayant trait aux infractions en matière de sécurité aérienne. Selon les dispositions d'une circulaire du 2 août 1991, la transaction « est un accord entre l'administration et le contrevenant sur une certaine somme que verse ce dernier à titre d'indemnité transactionnelle et qui met fin aux poursuites. C'est une procédure facultative qui donne la possibilité d'éviter une action en justice, nous vous invitons à mettre en œuvre cette procédure qui présente l'avantage d'une plus grande rapidité que l'engagement de poursuites judiciaires »[60].

Il « était préférable de favoriser la sanction de certains comportements sans intervention, *a priori*, de l'autorité judiciaire, mais en réservant toujours un droit à un recours, conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme qui autorise ce schéma »[61].

Procédure intermédiaire entre la poursuite et le classement, la transaction offre à l'auteur d'une infraction la possibilité d'éviter une action en justice et les inconvénients qui en résultent. Elle représente dans le même temps, pour l'institution judiciaire, un mode de gestion efficace de l'action publique en raison de l'économie de temps et de moyens qu'elle permet. Supposant le

---

[58] Conseil d'Etat, *Régler autrement les conflits*, op. cit., p. 59.

[59] Ibidem.

[60] Ibidem.

[61] Rapport Serge GUINCHARD, « *L'ambition raisonnée d'une justice apaisée* », Rapport au Garde des Sceaux, La Documentation Française, Paris, 2008, p. 101.

consentement de l'auteur de l'infraction, elle peut également favoriser une justice apaisée[62].

En matière de prix et de concurrence, la transaction a subi une évolution particulière.

Durant une première période, une loi du 21 octobre 1940 donne des pouvoirs exorbitants à l'administration pour recourir à la transaction[63]. Toutefois on assiste à une limitation du champ de la transaction au cours d'une seconde période à la suite de la promulgation d'une ordonnance du 30 juin 1945 qui abroge la législation antérieure et rend à l'autorité judiciaire la charge de l'action publique en matière économique en affirmant la prééminence des parquets sur l'autorité administrative. Certes l'administration conserve le droit de transiger avec les délinquants, toutefois, elle ne peu le faire qu'après « avoir communiqué préalablement le dossier de l'affaire au ministère public qui décide souverainement si des poursuites répressives seront engagées ou si un règlement administratif peut être envisagé »[64]. Le contenu du texte est remis en cause par l'ordonnance du 1er décembre 1986 relative à la liberté de prix et à la concurrence en vertu de laquelle l'administration n'a plus le pouvoir de transaction[65].

Durant l'année 1994, un projet présenté par la ministre de la justice suggère l'institution de la transaction en matière pénale, toutefois, une telle proposition fût rejetée. La transaction est ainsi restée confinée aux délits et contraventions commis soumis au code forestier ; aux infractions relatives à la législation relative au transport aérien ; aux infractions aux dispositions sur la pêche en eau douce; en matière fiscale et douanière.

---

[62] Ibidem, p.103.

[63] ANDRE Nicolas, *La transaction en matière d'infraction à la législation économique*, Thèse de doctorat d'Etat, Université de Paris, 1943 p.7.

[64] ANDRE Nicolas, *La transaction en matière d'infraction à la législation économique*, Thèse de doctorat d'Etat, Université de Paris, 1943 p. 9.

[65] Voir DECOCQ André et DECOCQ Georges, *Droit de la concurrence*, 3ème édition, LGDJ, Paris, 2008.

La promulgation de l'ordonnance n° 2008-1161 du 13 novembre 2008 portant modernisation de la régulation de la concurrence constitue une nouvelle période marquée par l'élargissement considérable du champ de la transaction dans le domaine économique[66]. C'est ainsi que la transaction est de nouveau permise pour toutes les infractions qualifiées de contraventions et qui touchent le domaine de la concurrence et des prix. Le législateur en prévoit l'usage pour les infractions relevant de la compétence du juge comme les pratiques restrictives de concurrence telles que le refus de vente, le défaut d'étiquetage, la vente à un prix inférieur à celui d'achat. Il en étend l'application également aux infractions qui relèvent de la compétence à la fois du juge et du conseil de la concurrence comme les ententes illicites, l'abus de position dominante, l'exploitation abusive de l'état de dépendance économique, la pratique de prix prédateurs.

C'est ainsi que l'article 470-4-1 du code de commerce tel que modifié par la loi du 2008, dispose que « Pour les délits prévus au titre IV du présent livre pour lesquels une peine d'emprisonnement n'est pas encourue et pour les contraventions prévues au présent livre, l'autorité administrative chargée de la concurrence et de la consommation a droit, tant que l'action publique n'a pas été mise en mouvement, de transiger, après accord du procureur de la République, selon les modalités fixées par décret en Conseil d'Etat.
L'acte par lequel le procureur de la République donne son accord à la proposition de transaction est interruptif de la prescription de l'action publique.
L'action publique est éteinte lorsque l'auteur de l'infraction a exécuté dans le délai imparti les obligations résultant pour lui de l'acceptation de la transaction ».

B – Les modes alternatifs aux poursuites pénales en droit algérien

Après une période de reconduction du droit français, suivie d'une rupture que commandait l'idéologie dominante, le législateur

[66] Ordonnance n° 2008-1161 du 13 novembre 2008 portant modernisation de la régulation de la concurrence, www.legifrance.gouv.fr/

algérien entame une série de réformes à partir de l'entrée en vigueur de la Constitution de 1989. Dès lors que le nouveau droit consacre les principes de l'économie libérale, le législateur s'engage dans un large mouvement de reproduction du droit français, notamment pour tout ce qui concerne l'économie.

Un tel changement de politique se manifeste notamment dans le domaine du droit des affaires où les pouvoirs publics se placent dans une optique libérale. Au même titre que pour les litiges civils et commerciaux où le législateur adopte et codifie les modes alternatifs de règlement des différends, notamment dans le nouveau code de procédure civile et administrative, il poursuit la même politique en matière pénale en consacrant les modes alternatifs aux poursuites pénales.

Un tel engouement du législateur pour les modes alternatifs aux poursuites pénales se vérifie notamment dans les dispositions de la loi du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes[67]. L'article 86 de la loi prévoit que les agents de la répression des fraudes « peuvent infliger une amende transactionnelle à l'auteur de l'infraction puni par les dispositions de la présente loi.

A défaut de paiement de l'amende transactionnelle, dans le délai fixé à l'article 92 ci-dessous, le procès-verbal est transmis à la juridiction compétente.

Dans ce cas, l'amende est majorée au maximum ».

Ainsi, en majorant le montant de l'amende prononcée par le juge à l'extrême, le législateur incite de manière directe et non détournée l'auteur de l'infraction à s'acquitter de l'amende transactionnelle au lieu de comparaitre devant le juge dont la sanction sera plus lourde, de sorte que les infractions relatives au domaine de la consommation ne viennent pas alourdir les

[67] Loi n° 09-03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes, *JORA* n° 15 du 8 mars 2009.

juridictions pénales, déjà suffisamment surchargées d'affaires multiples.

Outre la transaction proprement dite, le législateur consacre des procédés voisins tels l'amende de composition, l'amende forfaitaire et l'amende transactionnelle.

1 - L'amende de composition

L'amende de composition est prévue par le code de procédure pénale. A titre d'exemple, en matière de contraventions, l'article 381 du Code de procédure pénale prévoit le procédé de l'amende de composition en ces termes :

« Avant toute citation devant le tribunal, le magistrat du ministère public compétent saisi d'un procès-verbal constatant une contravention, fait informer le contrevenant de la faculté qu'il a de verser, à titre d'amende de composition, une somme égale au minimum de l'amende prévue pour l'infraction ». Le contrevenant est tenu de verser en une seule fois le montant de l'amende de composition, faute de quoi il est cité au tribunal.

Le Code des impôts directs et taxes assimilées prévoit également une variante de l'amende de composition : l'article 305 du Code dispose en effet dans ses alinéas 5 et 6 que :

« Le directeur des impôts de la wilaya peut retirer la plainte en cas de paiement total des droits simples et pénalités, objet de la poursuite, et après accord du directeur général des impôts.

Le retrait de la plainte éteint l'action publique conformément à l'article 6 du code de procédure pénale »[68].

Le même procédé est prévu par le Code des taxes sur le chiffre d'affaires dont l'article 119 dispose que les infractions visées à l'article 117 qui précède, sont poursuivies devant le tribunal statuant en matière répressive sur la plainte de l'administration

[68] *Code des impôts directs et taxes assimilées*, CNC, Alger, Edition 2000.

intéressée et le tribunal compétent est, suivant le cas et au choix de l'administration, celui dans le ressort duquel est situé le lieu de l'imposition, le lieu de la saisie ou le siège de l'entreprise.

Le directeur des impôts de la wilaya peut retirer la plainte en cas de paiement total des droits simples et pénalités objet de la poursuite et après accord du directeur général des impôts.

2 - L'amende forfaitaire

Quant à l'amende forfaitaire, elle est prévue par divers textes juridiques comme ceux régissant la circulation routière ou le secteur de la pêche.

En matière de circulation routière, la loi n° 2001-14 du 19 août 2001 [69] précise en son article 118 que "toute personne ayant contrevenu aux dispositions de la législation ou de la réglementation sur la police de la circulation routière, passible d'une amende dont le montant maximum n'excède pas 5.000 DA, peut verser, dans les trente (30) jours suivant la constatation de l'infraction, une amende forfaitaire". Dans ce cas, le contrevenant n'est pas poursuivi.

On retrouve également l'amende forfaitaire en matière d'infractions à la législation sur la pêche qui prévoit que :

« Les poursuites judiciaires peuvent ne pas être entamées par le ministre public moyennant versement par le contrevenant, d'une amende forfaitaire dans les trente (30) jours qui suivent la constatation de l'infraction.

Le règlement de l'amende forfaitaire dont le montant ne doit pas être inférieur au maximum de l'amende encourue par l'infraction commise, est effectué auprès des services du trésor public.

---

[69] Loi n° 01-14 du 19 août 2001 relative à l'organisation, la sécurité et la police de la circulation routière, JORA n° 46 du 19 août 2001, modifiée et complétée par loi n° 04-16 du 10 novembre 2004, JORA n° 72 du 13 novembre 2004, modifiée et complétée par ordonnance n° 09-03 du 22 juillet 2009, JORA n° 45 du 29 juillet 2009.

Le paiement implique la reconnaissance de l'infraction et tient lieu de premier jugement pour la détermination de l'état de récidive »[70].

A la suite de l'abrogation du décret législatif fixant les règles générales relatives à la pêche par la loi du 3 juillet 2001, le législateur abandonne purement et simplement l'amende forfaitaire de sorte que toutes les infractions relèvent de la compétence du juge pénal[71].

3 - L'amende transactionnelle

L'amende transactionnelle est une notion nouvelle en droit algérien. Elle a été prévue par la loi du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes[72]. Celle-ci prévoit des sanctions pénales qui répriment un certain nombre d'infractions telles que la tromperie du consommateur, par quelque procédé ou moyen procédé que ce soit sur :

— la quantité des produits livrés ;
— la livraison de produits autres que ceux déterminés préalablement ;
— l'aptitude à l'emploi d'un produit ;
— les dates ou les durées de validité du produit ;
— les résultats escomptés d'un produit ;
— les modes d'emploi ou les précautions à prendre pour l'utilisation d'un produit.

Il en est de même lorsque le commerçant :

[70] Article 36 du décret législatif n° 94-13 du 28 mai 1994 fixant les règles générales relatives à la pêche, *JORA* n° 40 du 22-06-1994.
[71] Loi n° 01-11 du 3 juillet 2001 relative à la pêche et à l'aquaculture, *JORA* n° 36 du 08-07-2001.
[72] Loi n° 09-03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes, *JORA* n° 15 du 8 mars 2009.

— expose, met en vente ou vend un produit qu'il sait falsifié, corrompu, toxique ou dangereux à l'utilisation humaine ou animale ;
— enfreint l'obligation d'innocuité des denrées alimentaires ;
— enfreint l'obligation d'hygiène et de salubrité prévues par la loi ;
— enfreint l'obligation de sécurité du contrôle préalable de conformité l'obligation de garantie ou d'exécution de la garantie du produit.

De telles infractions sont punies d'amendes et parfois de peines de prison. Toutefois, l'article 86 de la loi prévoit que « Les agents prévus à l'article 25 de la présente loi peuvent infliger une amende transactionnelle à l'auteur de l'infraction puni par les dispositions de la présente loi ».

La procédure de l'amende transactionnelle ne peut toutefois intervenir :

— si l'infraction constatée expose son auteur soit à une autre sanction autre que pécuniaire, soit à une réparation de dommages causés aux personnes ou aux biens ;
— en cas d'infractions simultanées dont l'une au moins ne peut donner lieu à l'application de la procédure de l'amende transactionnelle ;
— en cas de récidive.

S'agissant du montant de l'amende transactionnelle, il varie en fonction de la gravité de l'infraction. A titre d'exemple :

— défaut d'innocuité des denrées alimentaires puni par l'article 71 de la loi : trois cent mille dinars (300.000 DA) ;
— défaut d'hygiène et de salubrité puni par l'article 72 de la loi : deux cent mille dinars (200.000 DA) ;
— défaut de sécurité puni par l'article 73 de la présente loi : trois cent mille dinars (300.000 DA) ;
— défaut du contrôle préalable de conformité puni par l'article 74 de la présente loi : trois cent mille dinars (300.000 DA) ;
— défaut d'étiquetage du produit puni par l'article 78 de la présente loi : deux cent mille dinars (200.000 DA).

Lorsque plusieurs infractions ont été relevées sur le même procès-verbal, le contrevenant est tenu de verser le montant total des amendes transactionnelles dont il est passible.

Au point de vue de la procédure, les services chargés de la protection du consommateur et de la répression des fraudes notifient au contrevenant dans un délai n'excédant pas sept (7) jours à compter de la date de l'établissement du procès-verbal, un avertissement par lettre recommandée avec accusé de réception mentionnant son domicile, le lieu, la date et le motif de l'infraction, la référence du ou des textes appliqués et le montant de l'amende qui lui est infligée ainsi que les délais et les modalités de paiement fixés.

Dans les trente (30) jours qui suivent la date de l'avertissement visé par la loi, le contrevenant doit verser le montant de l'amende de transaction au percepteur du lieu de domicile ou du lieu de l'infraction du contrevenant. Le versement doit s'effectuer en une seule opération. Dans les dix (10) jours du paiement régulièrement fait, le percepteur en informe les services chargés de la protection du consommateur et de la répression des fraudes concernés. Lorsque le contrevenant verse le montant de l'amende de transaction dans les délais et les conditions prévus par la loi, l'action publique est éteinte.

A défaut de paiement de l'amende transactionnelle dans le délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le contrevenant de l'avertissement, le procès-verbal est transmis à la juridiction compétente et des poursuites judiciaires sont engagées contre l'auteur de l'infraction. Dans un tel cas de figure, le législateur prévoit que l'amende est majorée au maximum.

Enfin, deux questions méritent d'être signalées :

D'abord la procédure de l'amende transactionnelle est exclue dans les cas suivants :

« — si l'infraction constatée expose son auteur soit à une autre sanction autre que pécuniaire, soit à une réparation de dommages causés aux personnes ou aux biens ;
— en cas d'infractions simultanées dont l'une au moins ne peut donner lieu à l'application de la procédure de l'amende transactionnelle ;
— en cas de récidive »[73].

En second lieu, l'article 91 de la loi relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes prévoit que « La décision portant le montant de l'amende transactionnelle n'est susceptible d'aucun recours ». Ces dispositions ne signifient pas que la décision administrative n'est pas susceptible de recours devant le juge. Elles signifient que ce dernier n'est pas habilité à contrôler le montant de l'amende qui relève du pouvoir discrétionnaire de l'administration chargée de la protection du consommateur et de la répression des fraudes.

4 - La transaction pénale proprement dite

La transaction pénale proprement dite a connu une évolution marquée en droit algérien en raison notamment de l'idéologie qui a marqué la politique algérienne en matière économique. Consacrée, puis rejetée par le législateur, elle a fini par s'imposer dans le droit positif notamment à la suite des réformes économiques entamées dès la fin de la décennie 1980[74].

Au point de vue des matières où le législateur consacre la transaction pénale, on retrouve le domaine des pratiques commerciales[75], la matière douanière[76] et enfin celui des changes, soit en matière d'infractions à la législation et à la réglementation

[73] Article 87 de la loi n° 09-03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes, op. cit.
[74] Voir NAAR Fatiha, La transaction économique, Mémoire de Magister en Droit des Affaires, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2003.
[75] Loi n° 04-02 du 23 juin 2004 fixant les règles applicables aux pratiques commerciales, JORA n° 41 du 27 juin 2004, modifiée et complétée par loi n° 10-06 du 15 août 2010, JORA n° 46 du 18 août 2010.
[76] Code des douanes, Berti Editions, Alger, 2008.

des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger[77]. Quant au domaine de la consommation, le législateur adopte un procédé voisin qui ne peut toutefois être qualifié de transaction : il s'agit de l'amende transactionnelle qui, comme on l'a déjà vu, n'est pas proposée par le délinquant comme en matière de transaction pénale, mais résulte d'une proposition des agents chargés des enquêtes.

La transaction pénale n'est pas à proprement parler une forme de dépénalisation dans la mesure où lorsque la procédure de transaction n'aboutit pas ou lorsque tant l'administration que la personne poursuivie rejettent le recours à la transaction, le juge pénal retrouve sa compétence naturelle. A ce titre, on peut soutenir qu'il s'agit d'un mode de dépénalisation inachevé dans la mesure où l'administration partage le pouvoir de sanction avec le juge et que tantôt c'est elle qui réprime l'infraction, tantôt elle laisse ce soin au juge pénal.

Une telle situation pose des problèmes juridiques sérieux contrairement à la « désincrimination », en tant que forme de dépénalisation, qui se traduit par la substitution d'une autorité administrative au juge pénal, ce qui entraîne une requalification de la sanction, dans le cas de la transaction, la substitution n'est pas achevée. L'infraction ne change pas de nature : c'est plutôt la sanction qui se trouve affectée. Lorsqu'elle est prononcée par le juge, la sanction a un caractère pénal ; par contre, lorsque l'administration s'engage dans une procédure de transaction, elle s'ingère dans une matière qui relève toujours de la compétence du juge.

Conclusion

[77] Ordonnance n° 96-22 du 9 juillet 1996 relative à la répression de l'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger, JORA n° 43 du 10-07-1996 (rectificatif au JORA n° 77 du 11-12-1996), modifiée et complétée par ordonnance n° 03-01 du 19 février 2003, JORA n° 12 du 23 février 2003, modifiée et complétée par loi n° 06-24 du 26 décembre 2006 portant loi de finances pour 2007, JORA n° 85 du 27 décembre 2006, modifiée et complétée par ordonnance n° 10-03 du 26 août 2010, JORA n° 50 du 1er septembre 2010.

Considérée comme l'une des manifestations du pouvoir de réprimer les atteintes à l'ordre public économique que le législateur attribue à l'administration, la transaction n'est pas pourtant de nature à jouer le rôle qui lui assigné par le droit dans une économie en pleine mutation qui traverse un champ de turbulences.

La multiplicité des entorses et autres violations de la loi que les acteurs économiques tentent d'échapper à la réglementation en vue de réaliser le maximum de profits à l'ombre de l'économie informelle. La lutte contre le délit économique qui se propage à une vitesse troublante ne peut être entreprise au moyen d'une administration non seulement bureaucratique, mais également marquée par le phénomène de la corruption qui la gangrène. La tentation par une telle pratique est d'autant plus grande que le montant des amendes est consistant et permet aux agents en charge de la procédure de transaction de négocier divers avantages indus moyennant un traitement favorable au profit des délinquants.

L'attribution de la compétence de transiger à une personne comme en matière de pratiques commerciales ou la mise en place de structures consultatives constituées des mêmes personnes ayant pouvoir de décision n'est pas de nature à éviter cette opacité qui incite à la corruption. A cela il faut sans doute ajouter que l'amende ne joue nullement son rôle de sanction dans la mesure où l'état délabré de l'économie permet aux agents économiques en cause de répercuter directement le montant des amendes dans le prix de revient du produit, et donc à les faire payer en dernier ressort par le consommateur.